

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2006 — 3488

[C — 2006/29108]

14 JUILLET 2006. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat;

Vu le décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique;

Vu l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 mars 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 5 mai 2006;

Vu le protocole de négociation du Comité de négociation de Secteur IX du 29 juin 2006;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française en date du 14 juillet 2006,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans le chapitre F' de l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, une rubrique nouvelle est insérée avant la rubrique « Maître-assistant (cours généraux) ». Elle est libellée comme suit : « Maître-assistant (type long) :

a) porteur d'un des titres requis visés à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et §§ 2, 3 et 4, de la loi du 7 juillet 1970, relative à la structure de l'enseignement supérieur, modifiée par les lois du 26 avril 1971, 27 juillet 1971, 6 juillet 1972 et 18 février 1977 :

— entré en fonction en cette qualité avant l'année académique 1982-1983 : 422

— entré en fonction en cette qualité à partir de l'année académique 1982-1983 : 415;

b) qui ne possède pas de titre visé à l'article 10, §§ 1^{er} à 4, de la loi du 7 juillet 1970 précitée, et qui peut bénéficier des dispositions :

— soit de l'article 9 ou de l'article 16, § 1^{er}, de la loi du 18 février 1977 concernant l'organisation de l'enseignement supérieur et notamment des enseignements supérieur technique et supérieur agricole de type long;

— soit de l'article 7 de la loi du 18 février 1977, relative à l'organisation de l'enseignement de l'architecture;

— soit de l'article 17, [§ 3 ou 5, de la loi du 7 juillet 1970 précitée : 421;

c) le membre du personnel nommé à titre définitif en fonction dans une section d'ingénieurs techniciens ou d'architectes, de plein exercice avant que l'établissement où il était affecté, n'appartienne à l'enseignement supérieur de type long et de plein exercice conserve, s'il y a intérêt, le bénéfice du dernier traitement qui lui était attribué jusqu'à ce qu'il obtienne un traitement au moins égal;

d) le membre du personnel qui, au 31 mars 1972, bénéficiait de l'échelle III/139.409-242.480, bénéficie par mesure transitoire de l'échelle 340. ».

Art. 2. Dans le chapitre F' du même arrêté, dans le régime transitoire de la rubrique « Maître-assistant (cours généraux) », le *littera a)* est remplacé par la disposition suivante :

« a) entré en fonction ou, à tout le moins ayant été désigné, avant l'année académique 1997-1998, dans la fonction de Maître-assistant (cours généraux) ou dans une fonction qui a été transformée au 1^{er} septembre 1996 en la fonction considérée, qu'il ait été ou non désigné ou qu'il ait exercé ou non cette fonction à la date du 15 septembre 1997 et qui bénéficiait de l'échelle de traitement 422 : 422 ».

Art. 3. Dans le chapitre F' du même arrêté, dans le régime transitoire de la rubrique « Maître-assistant (Cours de morale) », le *littera a)* est remplacé par la disposition suivante :

« a) entré en fonction ou, à tout le moins ayant été désigné, avant l'année académique 1997-1998, dans la fonction de Maître-assistant (Cours de morale) ou dans une fonction qui a été transformée au 1^{er} septembre 1996 en la fonction considérée, qu'il ait été ou non désigné ou qu'il ait exercé ou non cette fonction à la date du 15 septembre 1997 et qui bénéficiait de l'échelle de traitement 422 : 422 ».

Art. 4. Dans le chapitre F' du même arrêté, dans le régime transitoire de la rubrique « Maître-assistant (Cours de psychologie, pédagogie et méthodologie) », le *littera a)* est remplacé par la disposition suivante :

« a) entré en fonction ou, à tout le moins ayant été désigné, avant l'année académique 1997-1998, dans la fonction de Maître-assistant (Cours de psychologie, pédagogie et méthodologie) ou dans une fonction qui a été transformée au 1^{er} septembre 1996 en la fonction considérée, qu'il ait été ou non désigné ou qu'il ait exercé ou non cette fonction à la date du 15 septembre 1997 et qui bénéficiait de l'échelle de traitement 422 : 422 ».

Art. 5. Dans le chapitre F' du même arrêté, dans le régime transitoire de la rubrique « Maître-assistant (Cours techniques) », le *littera a)* est remplacé par la disposition suivante :

« *a)* entré en fonction ou, à tout le moins ayant été désigné, avant l'année académique 1997-1998, dans la fonction de Maître-assistant (Cours techniques) ou dans une fonction qui a été transformée au 1^{er} septembre 1996 en la fonction considérée, qu'il ait été ou non désigné ou qu'il ait exercé ou non cette fonction à la date du 15 septembre 1997 et qui bénéficiait de l'échelle de traitement 422 : 422 ».

Art. 6. Dans le chapitre F' du même arrêté, dans le régime transitoire de la rubrique « Maître-assistant (Cours d'éducation physique) », le *littera a)* est remplacé par la disposition suivante :

« *a)* entré en fonction ou, à tout le moins ayant été désigné, avant l'année académique 1997-1998, dans la fonction de Maître-assistant (Cours d'éducation physique) ou dans une fonction qui a été transformée au 1^{er} septembre 1996 en la fonction considérée, qu'il ait été ou non désigné ou qu'il ait exercé ou non cette fonction à la date du 15 septembre 1997 et qui bénéficiait de l'échelle de traitement 422 : 422 ».

Art. 7. Dans le chapitre F' du même arrêté, dans le régime transitoire de la rubrique « Maître-assistant (dessin et éducation plastique) », le *littera a)* est remplacé par la disposition suivante :

« *a)* entré en fonction ou, à tout le moins ayant été désigné, avant l'année académique 1997-1998, dans la fonction de Maître-assistant (dessin et éducation plastique) ou dans une fonction qui a été transformée au 1^{er} septembre 1996 en la fonction considérée, qu'il ait été ou non désigné ou qu'il ait exercé ou non cette fonction à la date du 15 septembre 1997 et qui bénéficiait de l'échelle de traitement 422 : 422 ».

Art. 8. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} septembre 1997.

Art. 9. La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 juillet 2006.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,

Cl. EERDEKENS

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2006 — 3488

[C - 2006/29108]

14 JULI 2006. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen verbonden aan de ambten van de leden van de bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het schriftelijk onderwijs en van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs;

Gelet op het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het schriftelijk onderwijs en van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 17 maart 2006;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 5 mei 2006;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van het Onderhandelingscomité van Sector IX van 29 juni 2006;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 juli 2006,

Besluit :

Artikel 1. In hoofdstuk F' van het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het schriftelijk onderwijs en van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat, wordt een nieuwe rubriek ingevoegd vóór de rubriek « Meester-assistent (algemene vakken) », luidend als volgt : « Meester-assistent (lange type) :

a) houder van één van de vereiste bekwaamheidsbewijzen bedoeld in artikel 10, § 1, eerste lid, en §§ 2, 3 en 4 van de wet van 7 juli 1990 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, gewijzigd bij de wetten van 26 april 1971, 27 juli 1971, 6 juli 1972 en 18 februari 1977 :

— in die hoedanigheid in dienst getreden voor het academiejaar 1982-1983 : 422

— in die hoedanigheid in dienst getreden vanaf het academiejaar 1982-1983 : 415;

b) niet in het bezit van een bekwaamheidsbewijs bedoeld in artikel 10, §§ 1 tot 4 van de bovenvermelde wet van 7 juli 1970, die aanspraak kan maken op het voordeel van de bepalingen :

— ofwel van artikel 9 of artikel 16, § 1 van de wet van 18 februari 1977 betreffende de inrichting van het hoger onderwijs en inzonderheid van het technisch hoger en het agrarisch hoger onderwijs van het lange type;

— ofwel van artikel 7 van de wet van 18 februari 1977 houdende organisatie van het architectuuronderwijs;

— ofwel van artikel 17, § 3 of 5 van de bovenvermelde wet van 7 juli 1970 : 421;

c) het vastbenoemd personeelslid, dat in dienst was in een afdeling met volledig leerplan voor technische ingenieurs of voor architecten voordat de inrichting waar hij tewerkgesteld was tot het hoger onderwijs van het lange type en met volledig leerplan behoorde, behoudt, indien het daarbij belang heeft, het voordeel van de laatste hem toegekende wedde totdat het ten minste een gelijke wedde bekomt;

d) het personeelslid dat op 31 maart 1972 de weddenschaal III/139.409-242.480 genoot, bekomt bij overgangsmaatregel de schaal 340. ».

Art. 2. In hoofdstuk F' van hetzelfde besluit, in het overgangsstelsel van de rubriek « Meester-assistent (algemene vakken) », wordt littera a) vervangen als volgt :

« a) in dienst getreden of, op zijn minst, aangewezen zijn vóór het academiejaar 1997-1998 in het ambt van Meester-assistent (algemene vakken) of in een ambt dat op 1 september 1996 omgevormd werd in het betrokken ambt, werd hij al dan niet aangewezen of oefende hij al dan niet dit ambt uit op 15 september 1997 en die een weddenschaal 422 genoot : 422 ».

Art. 3. In hoofdstuk F' van hetzelfde besluit, in het overgangsstelsel van de rubriek « Meester-assistent (vakken zedenleer) », wordt littera a) vervangen als volgt :

« a) in dienst getreden of, op zijn minst, aangewezen zijn vóór het academiejaar 1997-1998 in het ambt van Meester-assistent (vakken zedenleer) of in een ambt dat op 1 september 1996 omgevormd werd in het betrokken ambt, werd hij al dan niet aangewezen of oefende hij al dan niet dit ambt uit op 15 september 1997 en die een weddenschaal 422 genoot : 422 ».

Art. 4. In hoofdstuk F' van hetzelfde besluit, in het overgangsstelsel van de rubriek « Meester-assistent (vakken Psychologie, pedagogie en methodologie) », wordt littera a) vervangen als volgt :

« a) in dienst getreden of, op zijn minst, aangewezen zijn vóór het academiejaar 1997-1998 in het ambt van Meester-assistent (vakken psychologie, pedagogie en methodologie) of in een ambt dat op 1 september 1996 omgevormd werd in het betrokken ambt, werd hij al dan niet aangewezen of oefende hij al dan niet dit ambt uit op 15 september 1997 en die een weddenschaal 422 genoot : 422 ».

Art. 5. In hoofdstuk F' van hetzelfde besluit, in het overgangsstelsel van de rubriek « Meester-assistent (technische vakken) », wordt littera a) vervangen als volgt :

« a) in dienst getreden of, op zijn minst, aangewezen zijn vóór het academiejaar 1997-1998 in het ambt van Meester-assistent (technische vakken) of in een ambt dat op 1 september 1996 omgevormd werd in het betrokken ambt, werd hij al dan niet aangewezen of oefende hij al dan niet dit ambt uit op 15 september 1997 en die een weddenschaal 422 genoot : 422 ».

Art. 6. In hoofdstuk F' van hetzelfde besluit, in het overgangsstelsel van de rubriek « Meester-assistent (vakken lichamelijke opvoeding) », wordt littera a) vervangen als volgt :

« a) in dienst getreden of, op zijn minst, aangewezen zijn vóór het academiejaar 1997-1998 in het ambt van Meester-assistent (vakken lichamelijke opvoeding) of in een ambt dat op 1 september 1996 omgevormd werd in het betrokken ambt, werd hij al dan niet aangewezen of oefende hij al dan niet dit ambt uit op 15 september 1997 en die een weddenschaal 422 genoot : 422 ».

Art. 7. In hoofdstuk F' van hetzelfde besluit, in het overgangsstelsel van de rubriek « Meester-assistent (tekenen en plastische opvoeding) », wordt littera a) vervangen als volgt :

« a) in dienst getreden of, op zijn minst, aangewezen zijn vóór het academiejaar 1997-1998 in het ambt van Meester-assistent (tekenen en lichamelijke opvoeding) of in een ambt dat op 1 september 1996 omgevormd werd in het betrokken ambt, werd hij al dan niet aangewezen of oefende hij al dan niet dit ambt uit op 15 september 1997 en die een weddenschaal 422 genoot : 422 ».

Art. 8. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 1997.

Art. 9. De Minister tot wier bevoegdheden het Hoger Onderwijs, het Wetenschappelijk Onderzoek en de Internationale Betrekkingen behoren, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 14 juli 2006.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,
C. EERDEKENS